

Le secteur des transports a été désigné comme domaine clé pour le développement. Il est prévu que, grâce à la fourniture d'installations appropriées, les investissements ne se limiteront plus aux grands centres urbains et aux localités côtières, ce qui réduira la tendance à l'urbanisation. Le commerce interrégional sera également facilité entre les provinces et leurs voisins. Le gouvernement vietnamien a l'intention de se procurer 3,5 milliards de dollars au cours des six prochaines années pour financer des projets concernant les transports, étant donné que cette somme est nécessaire pour transformer l'infrastructure actuelle en un système de transport efficace. Il a également pour objectif de doubler le PIB annuel en le faisant passer de 220 \$ à 440 \$ d'ici l'an 2000.

Les investissements dans l'infrastructure se sont accrus avec l'établissement du Programme d'investissement public (PIP), document préparé par le PNUD pour le Comité d'État au plan. Ce programme structure le budget des dépenses du gouvernement dans tous les secteurs de l'économie. Dans le domaine des transports, des programmes d'investissement dans les sous-secteurs ont été élaborés avec une liste de projets à mettre en oeuvre, établie par ordre de priorité.

Le portefeuille des investissements dans les sous-secteurs constitue la question la plus controversée à laquelle sont confrontés les décideurs. Le principal problème est de déterminer le rôle joué par les Chemins de fers vietnamiens. Le plan d'investissement de la Banque mondiale attribue aux chemins de fer 500 millions de dollars de moins que le PIP, à cause du débat sur le bien-fondé du rétablissement des liaisons nord-sud dans les sous-secteurs routier et ferroviaire. La Banque mondiale recommande notamment de prévoir des crédits pour effectuer les réparations urgentes et l'entretien général des voies ferrées, alors que le PIP essaie de rénover tout le système. Une conférence sur les transports, qui doit avoir lieu à Hanoï en octobre 1994, rassemblera le gouvernement vietnamien et les organisations donatrices pour discuter des recommandations de la Banque mondiale.

Les tentatives pour réformer le processus de prise de décision pour la planification des transport au Viêt-nam n'ont remporté qu'un succès limité. Les rapports des pays donateurs recommandent que tous les ministères concernés par les transports soient placés sous le contrôle du ministère des Transports. Actuellement, des petits départements relatifs aux transports existent dans de nombreux ministères différents, retardant ainsi les prises de décision. Une fois que la réforme du ministère des Transports aura été effectuée, il faudra procéder à une délégation de pouvoir pour que les décisions puissent être prises efficacement.

Les compressions budgétaires ont obligé les organismes de transport à rationaliser leurs exploitations et à établir des méthodes privilégiant le rôle du marché. Bien que ces mesures se soient révélées utiles pour déterminer la compétitivité des sous-secteurs, ces réductions ont retardé les programmes d'entretien et de réparation.

Le gouvernement vietnamien est confronté à de nombreux défis en ce qui concerne l'amélioration des transports. Les pays donateurs et les investisseurs étrangers fourniront la majorité des fonds nécessaires à la restauration et au développement de l'infrastructure, tandis que le gouvernement décidera où ces fonds seront utilisés.